

INFORMATION A LA PRESSE • MITTEILUNG AN DIE PRESSE • INFORMAZIONE  
ALLA STAMPA • MEDEDELING AAN DE PERS • PRESS RELEASE

Brussels, 8 June 1972

\*\*\*\*\*  
| EMBARGO : 8 June, 16 H.30 |  
\*\*\*\*\*

Address by Mr Sicco L. Mansholt, President of the Commission  
of the European Communities, to the Stockholm Conference

With the aid of figures from the EEC, Mr Sicco L. Mansholt, President of the Commission of the European Communities, has shown that an increase in the gross national product does not necessarily lead to a rise in public investment for better public facilities.

Mr Mansholt was addressing the United Nations Conference on the Human Environment in Stockholm.

The President of the Commission derived his figures from the results of the EEC's First Medium-term Economic Policy Programme. The objective for the 1965-70 period was that public investment should increase twice as fast as GNP. As it happened, GNP increased by 5% and public investment went up by 5% too, instead of the intended 10%. This, Mr Mansholt concludes, cuts the ground away from under the feet of those who argue that economic growth must continue if public facilities are to be improved.

Mr Mansholt warned against the danger of only tackling the symptoms of our present problems and not the causes. It is no use trying to fight pollution of the seas, the soil and the environment, and to restore the unstable ecological balance, unless, at the same time, we take steps to combat

- (i) the unbridled growth of production and consumption in the rich part of the world; and
- (ii) the unlimited poverty and misery in the poor part of the world.

The President of the Commission asked the delegates attending the Conference not to be lured into repeating all the technical and scientific discussions but to draw the political conclusions from the situation. For this, he said, we need imagination and courage. We shall have to pursue new objectives which are completely at variance with the manifest wishes of the citizen of today, which restrict his freedom of consumption and production, and which will make him realize that his present prosperity is in part only a false prosperity.

For twenty years now, we have been busy with this problem, and during this period the gap between rich and poor in the world has become even wider. Are we, Mr Mansholt continued, as governments, as representatives of parliaments and political parties, prepared to do all that is necessary to make the earth livable? UNCTAD III has taught us how far we still are from this objective. Today in Stockholm we are moving on the same plane as in Santiago last month. In the rich countries, it is the unparalleled growth of our producer society which has us by the throat through the pollution it brings. In the poor countries it is poverty which reduces millions and millions to conditions that bear no relation to an existence worthy of human beings.

Mr Mansholt emphasized the need for a joint policy to preserve the environment. Air, water and the ecological balance are not the property of nations but are the common heritage of man. Is it not obvious, the President of the Commission asked, that here an organization should be set up to take decisions at a higher level than that of states? Mr Mansholt proposed that a group of experts and politicians be commissioned to examine in what spheres of human activity a supranational institution could take appropriate action. If such action can be taken anywhere, it can be taken in the sphere of protecting the environment!

PP/500/72-E

Bruxelles, le 8 juin 1972

EMBARGO : 8.6.1972 à  
16 h 30

Résumé du discours prononcé par M. Sicco L. MANSHOLT, Président  
de la Commission des Communautés européennes, à Stockholm

---

M. Sicco L. Mansholt, Président de la Commission, a démontré, en se fondant sur des chiffres relatifs à la CEE, que la croissance du produit national brut ne conduit pas nécessairement à une progression des investissements publics pour l'amélioration des équipements collectifs.

M. Mansholt a tenu ces propos à Stockholm devant la conférence des Nations Unies sur l'environnement.

Le président de la Commission a emprunté ces chiffres aux résultats du premier programme de politique économique à moyen terme. L'objectif de ce programme de la CEE, prévu pour la période 1965-1970, était d'obtenir pour les investissements publics un taux de croissance deux fois supérieur à celui du produit national brut. La réalité fut différente : le produit national brut augmentait de 5 % et la croissance des investissements publics, au lieu d'atteindre les 10 % était également de 5 %. M. Mansholt en a conclu qu'il n'est plus justifié de préconiser la poursuite de la croissance économique comme moyen pour l'amélioration des équipements collectifs.

M. Mansholt a souligné les dangers de toute action qui se limiterait à combattre les symptômes des problèmes actuels et qui laisserait subsister leurs causes profondes. Il est inutile d'engager la lutte contre la pollution maritime, la dégradation du sol, la rupture de l'équilibre écologique et la dégradation du milieu naturel, si l'on ne s'attaque pas également à l'expansion illimitée de la production et de la consommation dans la partie riche du monde et à la pauvreté et à la misère immenses dont souffre la partie pauvre du monde.

Le Président de la Commission invita les délégués à repousser la tentation de répéter tous les arguments techniques et scientifiques, et à tirer les conclusions politiques sans plus tarder, en ajoutant que cela exige des qualités d'imagination et de courage. Il faudra trouver des solutions nouvelles résolument opposées aux désirs obstinés du citoyen d'aujourd'hui, affectant sa liberté de consommation et de production et capables de lui faire comprendre que sa prospérité actuelle est en partie fondée sur des apparences.

Voilà vingt ans que ce problème nous occupe, et, au cours de cette période, l'écart séparant les parties riches et les parties pauvres du monde est devenu de plus en plus important. Le Président de la Commission européenne s'est demandé si nous sommes disposés, en tant que gouvernements, parlementaires

et délégués des partis politiques, à mettre tout en oeuvre afin d'assurer la viabilité de notre terre. La 3ème conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement a permis de savoir la distance qui nous sépare encore de cet idéal et, entre Santiago et Stockholm cette situation n'a pas beaucoup changé. Dans les pays riches, la pollution due à la croissance inégale de notre société de production représente un danger mortel. Dans les pays pauvres, des millions d'hommes vivent dans la misère et dans des conditions absolument incompatibles avec la dignité humaine.

M. Mansholt a demandé avec insistance que la protection de l'environnement fasse l'objet d'une politique commune. L'atmosphère, l'eau et l'équilibre naturel ne peuvent être traités dans le cadre national, car ils constituent la richesse collective de l'humanité. Ne serait-il donc pas logique, a demandé le Président de la Commission, de créer dans ce domaine une organisation permettant de prendre des décisions à un niveau supérieur à celui des autorités nationales ? M. Mansholt a proposé de charger un groupe d'experts et d'hommes politiques d'étudier les domaines d'activité éventuels d'un tel organe supranational, en faisant valoir que si la supranationalité doit avoir une chance, c'est dans le domaine de l'environnement qu'elle pourrait être réalisée le plus facilement.